



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté
Industrielle et Numérique

Direction Générale des Douanes et Droits Indirects

Centre Informatique Douanier
27 Rue des Beaux Soleils
95 520 OSNY

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Marché de travaux de rénovation des façades
des bâtiments 1 et 2
du Centre informatique douanier**

Lot n°3 – Isolation thermique extérieure (ravalement)

Numéro de consultation : 2022-03Ter

Procédure de passation : Marché à procédure adaptée

OBJET DE LA CONSULTATION :

La présente consultation est organisée en vue de l'attribution du lot n°3 Isolation thermique extérieure (ravalement), suite à la défaillance du titulaire précédent, dans le cadre des travaux de rénovation des façades des bâtiments 1 et 2 du Centre informatique douanier situé 27, rue des Beaux soleils 95 520 OSNY.

MAÎTRE DE L'OUVRAGE :

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Direction générale des douanes et droits indirects
SCN Centre informatique douanier

DESTINATAIRE DE L'OUVRAGE :

Centre informatique douanier

EQUIPE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE :

MAÎTRE D'ŒUVRE ARCHITECTE :

VOLUME Architectes
60, rue des Hacquets
76 230 QUINCAMPOIX
Tél : 02.35.98.43.30
Email : cyrille.lemeille@volume-architectes.com

ECOSYSTEMES OPC
Email : l.bosquier@be-ecosystemes.fr

ECONOMISTE, BET STRUCTURE, FLUIDES, MANDATAIRE :

IPH
Rue Gassendi
ZAC les portes de l'Ouest
76 150 LA VAUPALIERE
Tél : 02.35.33.20.82
Email: rouen@iph-bet.fr

Table des matières

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1. OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.2. ALLOTISSEMENT.....	5
1.3. MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	5
1.4. Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1. Pièces particulières.....	6
2.2. Pièces générales.....	6
ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES, VARIATION DANS LES PRIX / RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
3.1. Répartition des paiements.....	6
3.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages – Travaux modificatifs – Exécution complémentaire.....	7
3.2.1. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages :.....	7
3.2.2 Travaux modificatifs.....	7
3.3. Règlement des acomptes et du solde.....	8
3.4. Variation dans les prix.....	9
3.5. Paiement.....	9
3.5.1 Modalités de paiement.....	9
3.5.2 Établissement des factures.....	9
3.5.3 Mentions obligatoires.....	10
3.5.4 Transmission pour paiement.....	10
3.5.5 Intérêts moratoires.....	11
3.5.6. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	11
3.5.7. Modalités de paiement direct.....	11
Article 4 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
4.1. Délais d'exécution des travaux.....	12
4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution.....	12
4.2. Pénalités – Primes d'avance.....	12
4.2.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	13
4.2.2. Pénalités pour travail dissimulé.....	13
4.2.3. Prime pour avance.....	13
4.2.4. Engagement relatif à la démarche d'insertion par l'activité économique.....	13
4.2.5. Engagement environnemental.....	13
4.2.6. Pénalités pour non-respect des performances énergétiques (HQE) prévues à l'article 10 du CCAP.....	14
4.3. Autres pénalités spécifiques.....	14
4.3.1 Non-respect des engagements du mémoire technique.....	14
4.3.2 Retard dans la levée des réserves.....	14
4.3.3 Salissures des voies publiques.....	14
4.3.4 Défaut de protections et de sécurité des travailleurs.....	14
4.3.5 Retard dans la remise du décompte final.....	15
4.3.6 Retard dans la remise ou la diffusion de documents ou d'échantillons.....	15
4.3.7 Effectif insuffisant.....	15
4.3.8 Défaut de remise en état des lieux.....	15
4.3.9 Défaut de nettoyage du chantier.....	16
4.3.10 Non-respect des horaires de livraison mentionnés dans les pièces du marché.....	17
4.3.11 Repliement des installations de chantier.....	17
4.3.12 Période de préparation.....	17
4.4. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	17
4.4.1. Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	17
4.4.2. Délai de remise des documents.....	18
4.4.3. Conformité des documents remis par l'entreprise.....	18
4.4.4. Retenues pour non remise de documents.....	18

4.4.5. Production des documents et réception.....	18
Article 5 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	18
5.1. Retenue de garantie :.....	18
5.2. Avance :.....	18
5.2.1. Avance aux sous-traitants.....	19
5.2.2. Acomptes sur approvisionnements.....	19
5.2.3. Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	19
5.2.4. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	19
Article 6 - PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	20
6.1. Provenance des matériaux et produits.....	20
6.2. Caractéristiques – qualités – vérifications – essais et épreuves des matériaux et produits	20
ARTICLE 7 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	20
7.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	20
7.2. Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier.....	21
7.2.1. Réunions de chantier.....	21
7.2.2. Registre de chantier.....	21
7.3. Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détails – Échantillons.....	22
7.4. Visa des documents remis par l'entrepreneur.....	22
7.5. Organisation – Hygiène et sécurité des chantiers.....	23
7.5.1. Sous-traitance.....	23
7.5.2. Contrôle d'accès.....	23
7.5.3. Installations de chantier.....	23
7.5.4. Signalisation du chantier.....	23
7.5.5. Dépose, élimination des déchets.....	23
ARTICLE 8 - RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	24
8.1. Réception.....	24
8.2. Réception partielle.....	24
8.3. Documents fournis après exécution.....	24
8.4. Parfait achèvement.....	24
8.5. Assurances.....	24
8.5.1. Justificatif d'assurance.....	24
8.5.2. Fourniture d'attestation d'assurance.....	25
ARTICLE 9 – OBLIGATION DE RÉSULTAT.....	25
ARTICLE 10 – TRIBUNAL COMPÉTENT.....	25
ARTICLE 12 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	25

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les conditions d'exécution du lot n°3 du marché de travaux de rénovation des façades des bâtiments 1 & 2 situés 27, Rue des beaux soleils à Osny (95).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Code CPV : 45321000-3 (Lot 3)

Code NUTS (nomenclature des unités territoriales statistiques) : VAL-D' OISE

1.2. ALLOTISSEMENT

Le présent marché est constitué du lot suivant :

Lot n°3 – Isolation thermique extérieure (ravalement)

1.3. MAÎTRISE D'ŒUVRE

Le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié à la société VOLUME Architectes 60, rue des Hacquets 76 230 QUINCAMPOIX. Il comporte les éléments de mission suivants :

- APS Avant-Projet Sommaire
- APD Avant-Projet Détaillé
- PRO-DCE Etudes de Projet
- ACT Assistance à la passation des contrats de travaux
- EXE Etudes d'exécution et synthèse
- DET Direction de l'exécution des travaux
- AOR Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
- OPC Ordonnancement, pilotage, coordination
- DPE final

1.4. COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Société ACI, Assistance conseil ingénierie
5, bis rue du Bois
60 220 BOUTAVENT-FORMERIE
contact@aci-bet.com

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement signé ;
- le présent CCAP dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- le CCTP, assorti de ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux Travaux (**CCAG/Travaux**), tel qu'il résulte de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation de ce CCAG ;
- le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- notes de calculs et schémas ;
- le DTA-AT et RAAT amiante ;
- l'offre technique et financière (DPGF) du titulaire.

NOTA : En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle auront la priorité.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles du CCTP.

En cas de contradiction entre les pièces écrites et plans, il appartient au maître d'œuvre de fixer les prestations à exécuter, conformément au marché (CCTP ou plan) sans que cela ouvre droit à une rémunération complémentaire.

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Arrêté du 28 mai 2018 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.

ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES, VARIATION DANS LES PRIX / RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire, à ses cocontractants et à ses sous-traitants, le cas échéant.

3.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages – Travaux modificatifs – Exécution complémentaire

3.2.1. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages :

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés à prix global et forfaitaire.

Le prix du marché est hors TVA et réputé établi :

- a) en tenant compte de l'ensemble des documents techniques.
- b) en tenant compte des sujétions des divers organismes de sécurité, de vérification et de contrôle technique.
- c) en tenant compte des dégradations causées aux voies publiques qui seront à la charge de l'entreprise par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux.
- d) en incorporant dans le prix, une prestation de nettoyage régulier (avec évacuation de tous les détritiques, gravats et autres inutiles) : en particulier, un nettoyage général quotidien de la zone de travail sera réalisé par l'entreprise. En outre, le titulaire évacuera tous les gravats encombrants et objets présents, quelle qu'en soit l'origine, la nature une fois par semaine. En cas de manquement constaté, le maître d'ouvrage se réserve le droit, sur constat du maître d'œuvre, si l'état du chantier le justifie et après information au titulaire, de faire procéder à un nettoyage de chantier par une entreprise spécialisée de nettoyage, dont le coût de la prestation lui sera imputé sur le montant de son marché.
- e) toutes les dispositions seront prises pour éviter des dommages aux véhicules se trouvant sur le parking à proximité. Lorsque les travaux le justifieront, des dispositions pourront être prises pour condamner une zone du parking sur prévenance du titulaire du marché 48h avant ;
- f) les travaux de percement de façades seront planifiés sur les créneaux horaires 6h-9h, 12h-14h et 16h-18h, seules les nuisances ponctuelles seront possibles en dehors de ces plages. Cette contrainte est réputée incluse dans le prix global et forfaitaire.

3.2.2 Travaux modificatifs

En complément de l'article 14 du CCAG Travaux, il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'œuvre, des fiches de travaux modificatifs peuvent être émises par celui-ci. Elles définiront :

- le fait générateur des travaux non prévus ;
- les nouvelles prestations et leur évaluation ;
- la définition des travaux non prévus et une évaluation fondée sur les principes énoncés à l'article

3.4.1 ci-dessous.

L'entreprise intéressée doit fournir dans le délai précisé par la fiche, un devis forfaitaire des travaux, celui-ci étant fondé sur les principes énoncés en 3.4.

En complément de l'article 14.5 du CCAG Travaux, le devis remis par l'entreprise et accepté par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, vaut état supplémentaire de prix forfaitaires. À l'issue de cette phase, l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs est délivré dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG Travaux.

3.2.3. Exécution complémentaire

En application de l'article 14 du CCAG Travaux, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant contractuel, le titulaire poursuit les travaux dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant contractuel des travaux, à défaut de décision de les arrêter notifiée par le titulaire. Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, au-delà de cette limite, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, cette décision de poursuivre ne peut bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet.

3.2.4 Prestations similaires

Il est précisé que, pour la réalisation de prestations similaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R. 2122-1 à R. 2122-11 du code de la commande publique.

3.3. Règlement des acomptes et du solde

3.3.1 Modalités du règlement des comptes

Les modalités du règlement des acomptes du marché sont les suivantes :

- les acomptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions prévues à l'article 12 du CCAG Travaux ;
- les travaux sont constatés et réglés selon leur état d'avancement.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG/Travaux, le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé.

Par dérogation à l'article 12.4.4 alinéa 3 du CCAG/Travaux, si, dans le délai de dix jours à compter de la réception dudit projet de décompte, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, ce projet ne devient pas définitif. Le titulaire doit donc lui adresser une mise en demeure d'y procéder.

Le règlement du solde des travaux ne peut être mis en paiement que si les éléments nécessaires à la réalisation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ont été fournis.

3.3.2 Règlement des travaux non prévus

Le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix forfaitaire global, et qui sont définis par des fiches de travaux modificatifs, est opéré de la manière suivante :

1°) **Le prix des ouvrages non prévus** dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la décomposition de prix visée à l'article 2 du présent CCAP, est calculé en utilisant les prix unitaires de cette décomposition. Le coût de ces ouvrages est révisé à la date d'exécution des travaux et dans les mêmes conditions que les travaux prévus au marché.

2°) Prix débattus

Dans l'hypothèse où les prix des ouvrages supplémentaires non prévus ne pourraient être assimilés à ceux des ouvrages figurant dans la décomposition de prix, ces prix seront librement débattus entre les parties s'il s'agit de travaux, ou réglés au déboursé réel affecté du coefficient 1,12 s'il s'agit de fournitures. Ces prix ne sont ni actualisables ni révisables.

3.4. Variation dans les prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres finales ; ce mois est appelé "mois zéro". La valeur de l'indice à prendre en compte pour la révision est la valeur du dernier indice mensuel publié par l'INSEE.

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par les formules et selon les index suivants :

Lot 3 ITE Ravalement : Indice de révision BT 52

La valeur de l'indice à prendre en compte pour la révision est la valeur du dernier indice mensuel publié par l'INSEE.

$$C_n = (BT(n)/BT(0))$$

3.5. Paiement

3.5.1 Modalités de paiement

Les sommes dues sont réglées par virement administratif établi à l'ordre du titulaire en faisant porter les montants au crédit du compte bancaire identifié à l'acte d'engagement. Le Centre Informatique Douanier se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu.

Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Centre Informatique Douanier ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

3.5.2 Établissement des factures

Le titulaire transmet ses factures en utilisant le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de :

- soit déposer ses factures sur le portail ;
- soit saisir directement ses factures.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter ».

3.5.3 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- le code du service exécutant (SE) : FAC7540075 ;
- Destinataire Etat : 11000201100044
- le n° SIRET du CID : 16 002 307 300 010 ;
- la référence du marché : 2022-03 Ter ;
- le numéro de l'engagement juridique CHORUS.

3.5.4 Transmission pour paiement

Une fois notifiée, la transmission pour paiement s'effectue par le titulaire exclusivement de manière dématérialisée, conformément aux dispositions :

- de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 retranscrite dans l'article L 2192-1 du code de la commande publique ;
- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Toute facturation qui serait envoyée soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

3.5.5 Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

3.5.6. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG/Travaux, l'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont subordonnés à la production d'un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique. A droit au paiement direct, tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur. Les dispositions de l'article 3.6.2 du CCAG/Travaux sont applicables.

3.5.7. Modalités de paiement direct

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions des articles R. 2193-11 et suivants du code de la commande publique.

Le cas échéant, le paiement du sous-traitant indirect intervient selon les modalités fixées à l'article 3.6.2.4 et suivants du CCAG/Travaux : soit directement par le maître d'ouvrage après signature par le pouvoir adjudicateur d'une délégation de paiement, soit par l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect (le sous-traitant de premier rang) après réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire de celui-ci.

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi, la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujéti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans l'acte spécial de sous-traitance (DC4 ou équivalent).

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

Article 4 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

4.1. Délais d'exécution des travaux

4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement. Il inclut la période de préparation du chantier dont la durée est définie à l'article 7.1 du présent CCAP.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur entraînant un arrêt de travail, les délais d'exécution sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de jours réellement constatés au cours desquels le travail a été arrêté du fait des intempéries.

4.1.2. Calendrier prévisionnel d'exécution

LOT	ORIGINE DU DÉLAI D'EXÉCUTION PROPRE AU MARCHÉ CONSIDÉRÉ	DÉLAI D'EXÉCUTION PRÉVISIONNEL PROPRE AU MARCHÉ CONSIDÉRÉ (en mois)
Lot 3 – Isolation thermique extérieure	Date de délivrance de l'ordre de service	7 mois dont 45 jours de préparation de chantier

Le délai global d'exécution court à compter de l'ordre de service de démarrage de l'opération qui est notifié au titulaire.

4.1.3. Calendriers détaillés des travaux, des études et de remise de documents

- Le calendrier détaillé des travaux, des études et de remise des documents est élaboré par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage après consultation de l'entrepreneur titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution figurant supra.
- Le délai d'exécution commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer la mise en place des installations de chantier.
- Au cours du chantier et après consultation de l'entrepreneur, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé des études ou le calendrier détaillé d'exécution ou de remise des documents dans la limite du délai d'exécution fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement.
- Le calendrier initial, éventuellement modifié comme il est indiqué en c), est notifié par ordre de service.

4.2. Pénalités – Primes d'avance

Tout manquement du titulaire ou de ses sous-traitants à leurs obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités.

Les pénalités pour retard sont dues par le titulaire le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, et feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

4.2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Le montant de la pénalité journalière ou de la retenue journalière est fixée à 300 euros **par jour calendaire de retard**. Ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation du retard par le Maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable. En complément des dispositions de l'article 19.1.2 du CCAG/Travaux, il est précisé que les contestations éventuelles sur les modalités de répartition des pénalités entre les membres d'un groupement ne peuvent pas être opposées au Maître d'Ouvrage ou à son Maître d'œuvre.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG/Travaux, il n'est prévu aucune exonération et aucun plafonnement à l'application des pénalités de retard.

4.2.2. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité forfaitaire de 200,00 €. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

4.2.3. Prime pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

4.2.4. Engagement relatif à la démarche d'insertion par l'activité économique

En cas de **non-respect intégral** de l'engagement relatif à la démarche d'insertion par l'activité économique, et après mise en demeure par le maître d'ouvrage, le titulaire subit une réfaction égale à 70 euros par heure d'insertion non réalisée par rapport au volume d'heures d'insertion initialement validé (Annexe relative aux clauses sociales de l'acte d'engagement).

Le titulaire peut apporter la preuve, par tout moyen au facilitateur ou au maître d'œuvre, de l'accomplissement des démarches restées sans suite. Le facilitateur valide ou non ces actions. Dans l'hypothèse où une partie des heures d'insertion n'est pas validée, et après mise en demeure par le maître d'ouvrage, le titulaire subit une réfaction égale à 70 euros par heure d'insertion non réalisée par rapport au volume d'heures d'insertion initialement validé.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité de 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

4.2.5. Engagement environnemental

En cas de non-respect de l'engagement environnemental tel qu'issu de l'annexe à l'acte d'engagement et des propositions du titulaire, ce dernier subit une réfaction de 2 % du montant de son marché.

En cas de non remise de document de label, certification ou procès-verbal d'élimination de déchets, il est appliqué une pénalité de 150 euros par objet, après mise en demeure par le maître

d'ouvrage. Les labels et certifications doivent être détenus au jour du commencement des travaux par le titulaire du lot et au jour de la livraison sur le site des matériaux pour les fournisseurs.

4.2.6. Pénalités pour non-respect des performances énergétiques (HQE) prévues à l'article 10 du CCAP

Dans le cas où les performances atteintes sont inférieures à celles prévues au marché et après mise en demeure restée infructueuse, que le titulaire se refuse d'intervenir, ou qu'après intervention les résultats ne soient toujours pas conformes aux spécifications du marché, celui-ci se verra appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire de 10 000 euros par bâtiment pour lequel la performance énergétique n'a pas été atteinte. La clé de répartition de responsabilité du non-respect de l'obligation de résultat HQE sera effectuée sur la base d'un avis du bureau de contrôle et de l'analyse du maître d'œuvre.

4.3. Autres pénalités spécifiques

4.3.1 Non-respect des engagements du mémoire technique

En cas de constatation significative de manquement aux engagements souscrits par le titulaire dans le cadre de son mémoire technique, une pénalité de 200 euros sera appliquée, par jour calendaire et par manquement, jusqu'à restitution des conditions d'engagements pris par le titulaire. Les conditions du mémoire technique valent conditions inséparables d'exécution du marché. Étant précisé que le maître de l'ouvrage se réserve également la possibilité suivant la gravité du manquement commis de résilier le marché après mise en demeure restée infructueuse ou d'opérer une ou plusieurs réfections proportionnelles à la faute commise sur le ou les décomptes mensuels.

4.3.2 Retard dans la levée des réserves

A l'occasion des opérations de réception des travaux, le maître d'œuvre fixe, un délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception, ainsi que pour la remise des DOE complets.

Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas rempli la totalité de ses obligations elle se verra appliquée une pénalité calculée sur la base de 200 euros par jour calendaire de retard. La non-contestation par le titulaire dans un délai de quinze jours à réception de la notification du PV de réception signé par la maîtrise d'ouvrage vaut acceptation de sa part de ce délai et ne pourra plus faire l'objet de quelque réclamation sur l'application de ces pénalités.

Le titulaire du marché informe par écrit la maîtrise d'œuvre de la date à laquelle il a terminé la levée de ces réserves. Sur constat établi par procès-verbal si le maître d'œuvre constate la levée totale de ces réserves, c'est cette date qui tient lieu de fin d'exécution des levées de réserve. Dans le cas contraire, les pénalités continuent de courir jusqu'à la levée totale des réserves dans les conditions identiques à celles énumérées ci-dessus.

4.3.3 Salissures des voies publiques

À défaut d'utilisation du dispositif de décrochage en vue d'ôter les salissures présentes sur la voie publique, par jour de travail, une pénalité de 150 euros sera appliquée aux entreprises concernées.

4.3.4 Défaut de protections et de sécurité des travailleurs

Chaque entreprise est tenue, avant son intervention, d'assurer la protection des ouvrages réalisés par les autres corps d'état des risques de dégâts et salissures provoqués par sa prestation, quelle qu'en soit la nature. La fourniture à pied d'œuvre, la mise en œuvre, le retrait, l'enlèvement et l'évacuation des protections des ouvrages sont réputés faire partie intégrante de la prestation.

Le début d'exécution de la prestation ne pourra être autorisé qu'après constat de la mise en œuvre de l'ensemble des protections nécessaires.

En cas de retard d'exécution consécutif à un refus d'autorisation de début d'exécution pour absence ou insuffisance de protection, les pénalités pour retard s'appliqueront automatiquement.

En cas de constat d'exécution d'une prestation sans mise en place des protections d'ouvrages appropriées, une pénalité de 150 euros par jour calendaire sera appliquée, et les coûts consécutifs aux éventuelles reprises ou remplacements d'ouvrages dégradés feront l'objet d'une réfaction correspondante sur les sommes dues à l'entrepreneur responsable, par simple décision du Maître d'ouvrage.

D'autre part, en cas de non-respect par l'entrepreneur des indications portées par le coordonnateur SPS, et après mise en demeure sans effet, il sera appliqué une pénalité égale à 200 euros par jour ouvrable et ce jusqu'au jour où les demandes du Coordonnateur SPS seront complètement satisfaites.

Ces pénalités et réfections ont un caractère définitif et ne sont pas plafonnées.

4.3.5 Retard dans la remise du décompte final

En cas de retard dans la remise du décompte final, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard.

4.3.6 Retard dans la remise ou la diffusion de documents ou d'échantillons

En cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents ou d'échantillons, dont l'établissement est dû par l'entrepreneur dans le cadre de ses obligations contractuelles et plus particulièrement les pièces constitutives du marché, ou consécutivement à la demande expresse du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS ou du contrôleur technique, ou tout document nécessaire à l'ordonnancement, à la coordination des travaux, aux travaux de la synthèse, [liste non exhaustive : plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, documentation environnementale, production de devis de travaux modificatifs... (sauf impérieuse nécessité, le délai de production de ces devis est fixé à 8 jours), etc.] L'entrepreneur encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG/Travaux, une retenue immédiate de 200 euros par document et par jour calendaire de retard.

4.3.7 Effectif insuffisant

Si en cours de chantier, l'effectif s'avérait insuffisant, l'entrepreneur s'étant engagé à maintenir sur le chantier le personnel nécessaire à la bonne exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité provisoire égale à 200 euros par jour ouvrable et ce jusqu'au jour où le nombre d'ouvriers sera redevenu satisfaisant sur le chantier.

Cette pénalité versée viendra en réduction de celle qui pourrait être due au titre du dépassement du délai contractuel. Toutefois, si en fin de chantier, aucun retard n'était constaté dans la livraison du bâtiment, cette pénalité serait restituée à l'entrepreneur.

4.3.8 Défaut de remise en état des lieux

Chaque entreprise est tenue d'assurer la remise en état de chaque zone du chantier où elle intervient, y compris les espaces paysagers, les voies d'accès à l'intérieur du site, les voies d'accès à l'extérieur du site si nécessaire ainsi que la zone d'implantation de la base vie du chantier.

En cas de constat par le Coordonnateur SPS, la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage, d'un manquement aux consignes ci-dessus, le Coordonnateur SPS ou le Maître d'œuvre procéderont à un premier rappel à l'ordre de l'entrepreneur concerné et le notifiera par courriel à l'entrepreneur

concerné, avec copie au Maître d'ouvrage. Cette notification sera portée à l'ordre du jour de la réunion de chantier suivante et consignée dans son compte-rendu.

Si, après ce premier rappel à l'ordre, notifié tel que ci-dessus, l'entrepreneur n'a toujours pas procédé à la remise en état de la zone impactée dans le délai de 48 heures (2 jours ouvrés), une pénalité d'un montant égal à 5 % de sa situation mensuelle, et au minimum égale à 300 euros, sera appliquée, sur la situation de travaux du mois ou, à défaut sur la suivante. Après un deuxième rappel, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception par le Maître d'ouvrage, si l'entrepreneur n'a pas procédé à la remise en état des parties qui lui ont été assignées dans le délai de 72 heures (3 jours ouvrés) à compter de la date d'accusé de réception, et après un simple constat, effectué par le Maître d'ouvrage, lors de la réunion de chantier suivante, la pénalité appliquée sur la situation de travaux sera égale à 300 euros.

Ces pénalités ont un caractère définitif.

Dans le cas où plusieurs entreprises sont intervenues simultanément dans une zone et que le Coordonnateur SPS, la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage constatent un défaut de remise en état, le Maître d'œuvre déterminera, à partir de l'examen de la zone et, après concertation avec le Coordonnateur SPS, les entreprises responsables à mettre en demeure et/ou à pénaliser. Les entreprises seront pleinement pénalisées dans les conditions ci-dessus, il n'y aura pas de répartition au prorata des constats réalisés.

4.3.9 Défaut de nettoyage du chantier

Chaque entreprise est tenue d'assurer le nettoyage continu (au minimum journalier) et au fil de l'eau de chaque zone du chantier où elle intervient, y compris les voies d'accès à l'intérieur du site, les voies d'accès à l'extérieur du site si nécessaire ainsi que la base vie du chantier.

Dans le nettoyage dû par l'entreprise, il est compris :

- La collecte des emballages de matériaux, appareillages, accessoires, etc., y compris avec toutes les précautions spécifiques pour l'utilisation systématique des filières de récupération quand elles existent ;
- La collecte des chutes, des restes, excédents, découpes, etc., de matériaux quelle que soit leur nature, y compris avec toutes les précautions spécifiques pour l'utilisation systématique des filières de récupération quand elles existent ;
- L'aspiration en continu des poussières, sciures, particules fines générées par l'exécution de la prestation, y compris pour les percements, découpes, ponçages, rabotages, démolitions, etc. en tous genres ;
- Le transport depuis l'endroit de la collecte du déchet jusqu'à son point de dépôt provisoire autorisé, ou jusqu'au point de prise en charge par les acteurs de la filière de récupération ;
- La dépose du déchet à l'intérieur du récipient de collecte fixé pour ce déchet ;
- Le balayage humide soigné de la zone de travail ;
- Le balayage, l'aspiration, le lavage des voies publiques d'accès au chantier.

En cas de constat par le Coordonnateur SPS, la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage, d'un manquement aux consignes ci-dessus, le Coordonnateur SPS ou le Maître d'œuvre procéderont à un premier rappel à l'ordre de l'entrepreneur concerné et le notifiera par courriel à l'entrepreneur concerné, avec copie au Maître d'ouvrage. Cette notification sera portée à l'ordre du jour de la réunion de chantier suivante et consignée dans son compte-rendu.

Si, après ce premier rappel à l'ordre, notifié tel que ci-dessus, l'entrepreneur n'a toujours pas procédé au nettoyage dans le délai de 48 heures (2 jours ouvrés), une pénalité d'un montant égal à 5 % de sa situation mensuelle, et au minimum égale à 100 euros sera appliquée, sur la situation de travaux du mois ou, à défaut sur la suivante.

Après un deuxième rappel, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception par le Maître d'ouvrage, si l'entrepreneur n'a pas procédé au nettoyage des parties qui lui ont été assignées

dans le délai de 72 heures (3 jours ouvrés) à compter de la date d'accusé de réception, et après un simple constat, effectué par le Maître d'ouvrage, lors de la réunion de chantier suivante, la pénalité appliquée sur la situation de travaux sera de 10 % et au minimum égale à 200 euros.

Ces pénalités ont un caractère définitif.

Dans le cas où plusieurs entreprises sont intervenues simultanément dans une zone et que le Coordonnateur SPS, la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage constatent un défaut de nettoyage, le Maître d'œuvre déterminera, à partir de l'examen des déchets trouvés sur place et, après concertation avec le Coordonnateur SPS, les entreprises responsables à mettre en demeure et/ou à pénaliser. Les entreprises seront pleinement pénalisées dans les conditions ci-dessus, il n'y aura pas de répartition au prorata des volumes de déchets constatés.

4.3.10 Non-respect des horaires de livraison mentionnés dans les pièces du marché

En cas de constatation de manquement au respect des horaires de livraison mentionnés dans les pièces du marché, une pénalité de 200 euros sera appliquée, par jour calendaire et par manquement, étant précisé que le maître de l'ouvrage se réserve également la possibilité suivant la gravité du manquement commis de résilier le marché après mise en demeure restée infructueuse ou d'opérer une ou plusieurs réfections proportionnelles à la faute commise sur le ou les décomptes mensuels.

4.3.11 Repliement des installations de chantier

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

À la fin des travaux, dans le délai de 10 jours à compter de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront réalisées aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice de l'application d'une pénalité journalière de 100 €.

4.3.12 Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 €.

4.4. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

4.4.1. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le DOE comprend :

- x Les plans, détails, coupes, notes de calculs à jour de l'opération,
- x Les fiches techniques avec Procès Verbaux et Avis techniques divers des matériaux,

- x Les notices techniques des entretiens nécessaires des matériaux par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de la pérennité du produit.

4.4.2. Délai de remise des documents

L'entreprise devra remettre au maître d'œuvre les plans conformes aux ouvrages exécutés, les plans de récolement et les documents figurant au CCTP, un DOE provisoire dématérialisé plan en version source et pdf et DOE complet.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux, les documents nécessaires à la constitution du dossier des ouvrages exécutés (DOE) devront être fournis au maximum 15 jours avant la date prévisible de l'achèvement des travaux en deux exemplaires dont un avec plans format autocad.

4.4.3. Conformité des documents remis par l'entreprise

Dans tous les cas, l'entrepreneur devra s'assurer que les documents remis après exécution sont bien conformes, il devra reporter sur les plans toutes les éventuelles modifications en cours d'opération. Tous les documents seront transmis en versions source et PDF.

4.4.4. Retenues pour non remise de documents

En cas de non remise définitive des documents (DOE), la pénalité suivante s'appliquera : 1/100^e du montant du marché à titre de pénalité journalière.

4.4.5. Production des documents et réception

Le maître de l'ouvrage doit disposer des documents constitutifs des DOE tels que fixés aux marchés lors de la réception. Tout document manquant au moment des opérations préalables à la réception (OPR), sera considéré comme une prestation non exécutée et de ce fait fera l'objet d'une réserve au procès-verbal.

Article 5 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1. Retenue de garantie :

Il est institué une retenue de garantie fixée à 5 % du montant du marché et effectuée sur chaque acompte. Conformément aux articles R. 2191-32 du code la commande publique et suivants, la retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande.

5.2. Avance :

Une avance est accordée à l'entrepreneur lorsque le montant des prestations dont il est chargé est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R 2191-7 du code de la commande publique, à 10 % du montant TTC (hors sous-traitance) du marché.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de cette avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 35 % de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant des prestations exécutées.

5.2.1. Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le montant initial du marché du titulaire est supérieur à 50 000 € HT, que sa durée d'exécution est supérieure à deux mois. Le sous-traitant peut solliciter l'avance alors même que le titulaire, qui remplit les conditions, y a renoncé.

En revanche, ainsi que le précise l'article 2193-19 du CDC, l'assiette servant de base au calcul de l'avance pouvant être accordée au sous-traitant est le montant sous-traité mentionné dans l'acte spécial. Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 10 % du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués par le maître d'ouvrage. Le titulaire du marché prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct aux sous-traitants.

5.2.2.Acomptes sur approvisionnements

Pour l'application de l'article 12.3 du CCAG/Travaux, il est précisé que les approvisionnements figurant au bordereau de prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires, peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

À l'appui de toute demande d'acompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériels concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété du titulaire. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans autorisation écrite du maître d'ouvrage, après avis éventuel du maître d'œuvre.

5.2.3.Résiliation du marché aux torts du titulaire

Outre les dispositions prévues à l'article 50.3 du CCAG/Travaux relatives à la résiliation du marché, celui-ci pourra être résilié aux frais et risques du titulaire par décision du pouvoir adjudicateur. Ce marché pourra être suivi après résiliation d'un autre marché. Les excédents de dépenses éventuels seront prélevés sur les sommes pouvant être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

5.2.4.Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le marché est résilié pour un motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Article 6 - PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2. Caractéristiques – qualités – vérifications – essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG/Travaux concernant les caractéristiques et qualités de matériaux produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais qui sont à la charge de l'entrepreneur.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG/Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais, sauf pour les vérifications à effectuer par le contrôleur technique et mises contractuellement à la charge de ce dernier.

Le maître d'œuvre peut décider après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application du prix indiqué à la D.P.G.F. dans le cadre de l'article 3.4 du présent CCAP ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

La durée de préparation est de 45 jours, à compter de la date fixée à l'article 4.1.1 du présent CCAP. Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après à la diligence de l'entrepreneur :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG/Travaux ;
- établissement d'un plan de prévention avec les utilisateurs ;

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre, des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/Travaux et à l'article 7.3 ci-après ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché.

7.2. Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier

Les tâches de coordination qui comprennent l'ordonnancement et le pilotage de l'ensemble des travaux sont assurées par le maître d'œuvre.

7.2.1. Réunions de chantier

Elles ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre avec le maître de l'ouvrage.

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié de l'entreprise à une réunion de chantier à laquelle elle aura été dûment convoquée sera pénalisable. Les pénalités seront de 150 euros pour absence et de 50 euros pour retard. Est considérée comme absence la représentation de l'entreprise par des personnes non qualifiées.

La liste des personnes devant représenter l'entreprise est soumise au maître d'œuvre, pendant la période de préparation pour agrément.

Le montant des pénalisations pour absence ou retard sera déduit du décompte, sur simple constat du maître d'œuvre.

7.2.2. Registre de chantier

Il est tenu un registre de chantier sur lequel sont enregistrés :

1) Tous les documents émis ou reçus par le maître d'œuvre et notamment les procès-verbaux des réunions de chantier, mention explicite étant faite des personnes qualifiées présentes, sur lequel le maître d'œuvre, inscrit toutes les instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par une voie différente.

2) Les incidents de chantier.

3) Les dates et heures de ses visites inopinées sur le chantier et les observations auxquelles elles donnent lieu.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit cahier.

Les instructions portées par le maître d'œuvre ou son représentant sur le cahier de chantier valent ordre pour l'entrepreneur intéressé. Toutefois, en ce qui concerne la commande des travaux supplémentaires ou modificatifs, ces ordres devront faire l'objet de confirmation par ordre de service.

La bonne conservation du cahier et sa mise à disposition incombent au titulaire du marché.

7.3. Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détails – Échantillons

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par l'entreprise.

Le maître d'œuvre, en collaboration avec l'entrepreneur, établit, en fonction du "calendrier d'exécution", la planification de la fourniture de ces différents documents, ou précise lors des réunions (confirmées par voie de comptes rendus), les dates de remise de documents.

Échantillons :

Conformément à l'article 24-5 du CCAG/Travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir dans les 20 jours, à dater de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage.

Ils seront entreposés dans le local fixé par le maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel pour l'ouvrage définitif ne peut être passée avant accord du maître d'œuvre, consigné par voie de compte rendu, sur les échantillons présentés.

7.4. Visa des documents remis par l'entrepreneur

Les documents mentionnés à l'article 7.3 doivent être visés par le maître d'œuvre préalablement à toute exécution des travaux. Les plans et fiches produits doivent être remis en version dématérialisée. Pour les fiches techniques, un exemplaire papier.

Les mentions qui peuvent être portées sur les documents ont la signification suivante :

REFUSE

Document non conforme, à présenter à nouveau au visa du maître d'œuvre.

WISE AVEC RESERVES

Document à corriger, conformément aux indications du maître d'œuvre, et à lui représenter pour visa.

La poursuite de l'étude ou l'exécution des parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de réserves peut être autorisée par le maître d'œuvre.

WISE AVEC OBSERVATIONS

Le document peut être diffusé après corrections conformes aux observations du maître d'œuvre. La poursuite de l'étude ou l'exécution des ouvrages correspondants est alors autorisée.

WISE SANS OBSERVATION

La poursuite de l'étude ou la réalisation des ouvrages concernés est autorisée.

En l'absence de levée des réserves, y compris après l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement (GPA), le titulaire du marché demeure responsable contractuellement à l'égard du maître d'ouvrage pour les dommages causés par ces mêmes réserves.

7.5. Organisation – Hygiène et sécurité des chantiers

7.5.1. Sous-traitance

Pour pouvoir intervenir sur le chantier, le sous-traitant doit avoir obtenu l'agrément du maître d'ouvrage en concertation avec le maître d'œuvre.

7.5.2. Contrôle d'accès

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations logistiques.

Les personnels devant intervenir sur le site font l'objet d'une procédure d'habilitation. Tout personnel n'ayant pas fait l'objet de la procédure d'habilitation se verra refuser l'accès au site.

NOTA : Le titulaire est informé que l'administration peut refuser l'accès à certains personnels sans fournir d'explication supplémentaire si elle le juge nécessaire. Toute attitude suspecte se traduit par l'expulsion du site.

L'accès au site du CID est réglementé. En conséquence, le titulaire s'engage à informer son personnel des règles d'accès :

- émargement de la notice relative à l'information reçue concernant l'existence d'une vidéosurveillance à l'intérieur du site ;
- port du badge apparent obligatoire au sein du site (badge délivré à l'entrée par le poste de sécurité sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité) ;
- interdiction de laisser des colis sans surveillance.

Toute dérogation aux règles ci-dessus fait l'objet d'un acte écrit, signé du représentant du pouvoir adjudicateur et joint au présent marché.

7.5.3. Installations de chantier

Les dispositions du CCTP sont applicables.

7.5.4. Signalisation du chantier

Les dispositions du CCTP sont applicables.

7.5.5. Dépose, élimination des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets est effectuée par le titulaire qui assure, aux fins de contrôle et de suivi, la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage ainsi que les déchets liés à l'exécution des travaux sont réalisés dans le cadre des dispositions de l'article 36 du CCAG/Travaux.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations et dans les conditions fixées à l'article 37.2 du CCAG/Travaux, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

ARTICLE 8 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

8.1. Réception

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG/Travaux :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ;
- L'entrepreneur est chargé d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

La procédure de réception se déroule ensuite, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG/Travaux.

8.2. Réception partielle

Sans objet.

8.3. Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage dans les délais prévus à l'article 4.6.2 du présent CCAP sont présentés au format source avec une copie au format PDF. Ces documents doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

8.4. Parfait achèvement

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie contractuelle ; l'entrepreneur ayant été également convoqué. En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

8.5. Assurances

8.5.1. Justificatif d'assurance

Conformément à l'article 8 du CCAG/Travaux, le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après réception des travaux,
- d'une assurance garantissant les tiers des accidents ou des dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation qui devra au moins indiquer de façon non équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation, et la procédure de mise à jour des primes.

Sur demande du maître de l'ouvrage, il devra en outre fournir dans les plus brefs délais, copie du ou des contrats d'assurances afférents.

En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

8.5.2. Fourniture d'attestation d'assurance

Pour permettre aux entreprises de respecter l'obligation d'information découlant de l'application des dispositions de leur police d'assurance individuelle de base, le service chargé de l'opération leur transmet le quinzième jour suivant l'ouverture de la période de préparation du chantier, les attestations confirmant la présence sur le chantier d'un contrôleur technique agréé.

Corrélativement le contrôleur technique est autorisé par le service chargé de l'opération à communiquer aux assurances de l'entreprise tous documents, rapports et études relatifs à la mission qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage, représenté par le service chargé de l'opération.

ARTICLE 9 – OBLIGATION DE RÉSULTAT

La haute qualité environnementale (HQE) s'applique au présent marché dont l'objectif est la réduction des impacts sur l'environnement des bâtiments lors de leur rénovation.

Le présent marché se détermine par une obligation de résultat dans les niveaux de performance énergétiques à atteindre repris au paragraphe 2.1 LOT 0 – PRESCRIPTIONS COMMUNES du CCTP.

Pour s'assurer que les performances énergétiques demandées sont effectivement atteintes, le MOA prévoit les contrôles nécessaires aux étapes clés du projet.

Le contrôle porte sur la cohérence entre l'hypothèse thermique et les éléments effectivement mis en œuvre, cette vérification relevant de la maîtrise d'œuvre. En phase de réception, la synthèse de l'hypothèse thermique établie par le maître d'œuvre constitue un des outils facilitant le contrôle des performances énergétiques du bâtiment.

ARTICLE 10 – TRIBUNAL COMPÉTENT

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4, boulevard de l'Hautil
95 027 CERGY-PONTOISE
Tél. : 01.30.17.34.00
Mél. : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

ARTICLE 12 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG/Travaux :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux par l'article 2 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 11.3 du CCAG Travaux par l'article 5.2.2 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux par l'article 3.3.1 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux par l'article 3.2.3 du présent CCAP,

Dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, par l'article 4.3.11 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, par l'article 4.2.1 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux par l'article 3.2.1 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux par l'article 4.4.2 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 41.1 CCAG Travaux par l'article 8.1 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, par l'article 4.3.6 du présent CCAP.